Compte rendu du samedi 15 novembre 2025

Des élus présents : M. le sénateur, M. le maire , 1 élue départementale, 1 élue régionale.
Michèle Leflon, la présidente de la CN remercie toutes les collectivités qui ont permis l'organisation de ces journées, ainsi que le collectif fr Marmande et les amis de l'Humanité.
Elle souligne les conséquences catastrophiques de l'objectif répété sans cesse : « il faut faire des économies ! ». Conséquences au niveau national et local comme on le voit ici.
Monsieur le Maire : je tiens à souligner l'importance d'un comité qui réunit usagers, professionnels et élus. En tant que médecin généraliste j'ai pu faire l'expérience suivante : « soigner n'est pas une dépense mais un investissement dans l'humain ». Le combat de l'association a eu des résultats positifs, notamment au niveau des urgences. Le centre hospitalier de Marmande-Thonens est indispensable au niveau du territoire de 100 000 habitants. Je remercie aussi tous les personnels qui font vivre cet établissement.
Les difficultés financières existent mais l'hôpital offre la possibilité d'être soigner et pallie aux manques de la médecine de ville. La priorité est de soigner toute la population, où qu'elle soit : c'est une question d'équité.
En tant que médecin j'ai appris que le diagnostic doit être suivi des remèdes à apporter, or nous devons constater que notre système de santé régresse. Il était le meilleur dans les années 2 000 aujourd'hui, en matière de mortalité néonatale nous sommes 23ème sur 27 au niveau européen.
Je rappelle aussi que la volonté de nommer le directeur de l'hôpital d'Agen directeur de Marmande est un mauvais signal. Il faut rappeler que celui-ci sera noté exclusivement sur les résultats du centre d'Agen.

Mme Maud Caruhel, élue régionale : Les défaillances de l'état obligent les collectivités locales à investir dans la santé. La région Nouvelle Aquitaine a voté une feuille de route 2023-2025 pour accompagner les territoires : dans les maisons de santé, les logements pour les « apprenants », la formation des professionnels.
Il a fallu se battre pour le financement prévu dans le cadre du Ségur 2021.
On attend le PLFSS qui sera coûteux pour les régions (chez nous c'est plus de 160 millions d'euros).
Les présidents-tes de régions ont rencontré le 1er Ministre, M. Lecornu, nous n'avons pas de réponse aujourd'hui.
Un mot aussi sur les fonds européens, importants pour nous, mais la volonté est que ces fonds soient gérés au niveau national ce qui met en jeu notre indépendance, notamment en matière de santé.

Mme**... élue départementale :** Aujourd'hui il est question de service public de santé : la santé selon la définition de l'OMS, et il ne faut pas oublier que les soins doivent être rapides, c'est une nécessité pour qu'il soient efficaces et « économiques ».
La santé est une compétence régalienne et pourtant peu de choses sont réalisées par

l'état. Sur le territoire 3 médecins interviennent dont un bénévolement. On peut dire « c'est très bien », je pense que c'est un cataplasme sur une jambe de bois. La solution est dans la proposition du député Guillaume Garrot : la régulation des installations. Cette solution fonctionne en Allemagne notamment et n'est pas aussi contraignante qu'il n'y paraît. Ils peuvent s'installer dans une région sur-dotée si un médecin quitte le territoire. D'ailleurs toutes les autres professions de santé sont règlementées.
Sur le plan départemental nous agissons aussi : il y a aujourd'hui 38 pôles de santé et 7 centres de santé. Cela a permis de faire venir des médecins jusqu'en 2018, puis cela a baissé alors nous avons mis en place un autre dispositif, une plate-forme d'accompagnement à l'installation et au maintien des médecins.
Nous répondons aux attentes : logement, travail du conjoint, remplacement lors des congés, etc...
Nous accompagnons les internes, incitons les médecins à être maître de stage, notamment pour les médecins juniors, nous rencontrons les lycéens pour la formation en médecine (la 1ère année peut se dérouler à Agen, ils sont alors aidés par des étudiants de Bordeaux).
Il faut faire le lien hôpital-médecine libérale.
Je dois aussi dire que l'ars nous a accompagné et que nous avons besoin du comité qui travaille sur le terrain.

Michel Ceruti : nous travaillons avec les moyens qui nous sont donnés et les dispositifs répondent à une situation imposée : il faut aller plus loin !